Jeudi 7 septembre 1978 – No 924

BP 61. 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

l'humanité rouge

Quotidien des communistes marxistes-léninistes de France

Le franc cynisme de Barre

Barre n'a jamais caché qu'il était un partisan de l'effort. Dans sa bouche ce mot ne signifie rien d'autre que sacrifice pour les travailleurs et ce n'est pas le projet de budget 1979, qui va le démentir. On sait déjà que le financement de l'État sera l'occasion d'une augmentation des impôts sur les revenus salariés, des taxes sur l'essence, le tabac, l'alcool, la vignette et même on peut s'attendre à la création de nouveaux impôts indirects, sur l'auto-radio par exemple.

Barre avait aussi expliqué qu'il était partisan de la réduction des inégalités. On sait maintenant qu'en fait de réduction, il s'agit de celle du revenu des travailleurs et d'un nouveau coup de frein sur les salaires. N'a-t-il pas déclaré il y a quelques jours que les patrons concédaient trop d'augmentations !

Barre est aussi le champion de la lutte contre l'inflation, mais il semble très satisfait des hausses de prix qu'il a lui-même organisées. Quant au chômage, il voudrait aujourd'hui nous faire croire qu'il s'agit de la préoccupation numéro un de son gouvernement, alors que toute son action ne fait que multiplier le nombre des sans-travail.

Les monopoles capitalistes – eux – ont tout lieu d'être satisfaits de leur premier ministre. Pour eux, le budget sera synonyme de primes, d'aides financières (les aides de l'État entrent déjà pour 4 % dans le capital des entreprises) et d'allégements fiscaux.

Le comble, c'est que ces cadeaux aux monopoles sont présentés sous l'étiquette *« lutte contre le chômage »*.

En la matière, le raisonnement de Barre, pour être cynique, a le mérite de la simplicité. Écoutez-le :

Pour diminuer le nombre des chômeurs, il faut créer des emplois, or, seules des entreprises en expansion sont à même de créer des emplois. Pour que les entreprises prospèrent en ces temps de crise, il faut qu'elles soient très concurrentielles au plan international. Pour être concurrentiel, il faut abaisser considérablement les coûts de production, c'est-à-dire licencier des travailleurs, augmenter la productivité par l'investissement en utilisant les fonds de l'État, rogner les salaires, remettre en cause les avantages acquis. Les monopoles capitalistes ainsi réoxygénés pourront alors de nouveau créer des emplois.

Le programme de Barre, ce n'est rien d'autre que fabriquer de nouveaux chômeurs au nom de la lutte contre le chômage. (Actuellement le gouvernement prévoit une augmentation du chômage jusqu'en 1983). Bien entendu, les chômeurs, Barre n'en a rien à faire et l'action gouvernementale se résume à une chose : aplanir la route, balayer les obstacles, briser les résistances, pour que les monopoles capitalistes puissent se consacrer à leur activité vitale, faire du profit maximum en exploitant les travailleurs.

Que le gouvernement Barre ne soit rien d'autre que le gérant zélé et cynique des intérêts monopolistes, voilà qui apparait de plus en plus clairement aux travailleurs en cette période de rentrée, tellement il travaille ouvertement à satisfaire les appétits des monopoles.

Claude BUISSON

Sous prétexte de réduire les inégalités

AUGMENTATION DES IMPOTS

Alors que le budget pour l'année 1979 va être annoncé officiellement mercredi à la suite du conseil des ministres, on sait déjà que les impôts seront augmentés. Barre parle beaucoup de réduction des inégalités sous prétexte que ces augmentations toucheraient plus les hauts revenus. En fait, l'ensemble des travailleurs va être touché. Et bien sûr c'est sur les travailleurs aux plus bas salaires que cette augmentation va peser davantage.

(Lire notre article page 3)

Augmentation des impôts, réduction des salaires, voilà ce que Barre réserve à ces travailleurs.

Ouverture du sommet de Camp David

La dernière carte américaine

Réunis depuis mercredi matin, dans la résidence américaine de Camp David, Carter, Begin et Sadate vont tenter, une dernière fois, de trouver un terrain d'accord quant au statut des territoires occupés par Israël lors des guerres de 1967 et 1973.

L'OLP, seul garant des droits du peuple palestinien.

Convoquée sous la pression de Carter, cette réunion fait suite au voyage de Sadate à Jérusalem, en décembre 1977, et à la réunion de Leeds, en juillet dernier. Toutes les discussions précédentes s'étant soldées par des échecs, les négociations paraissaient définitivement interrompues. Il a fallu que Carter jette tout son poids dans la balance pour que se réunisse cette conférence

Pour les États-Unis, l'enjeu est en effet important. Il s'agit de sauvegarder leurs intérêts dans la région par une négociation qui permette un règlement leur permettant de maintenir une certaine influence dans les États arabes tout en ménageant Israël. Bien entendu, un tel règlement qui se ferait au détriment des intérêts des peuples de la région et en premier lieu du peuple palestinien a peu de chances d'aboutir.

Les USA craignent donc la ruine de plusieurs années de diplomatie visant à ne plus paraître comme supporter inconditionnel de l'État sioniste.

L'optimisme n'est pas de rigueur pour les participants. Toutes les armées de la région, y compris les armées israélienne et égyptienne, sont en état d'alerte maximum.

Si Israéliens et Égyptiens sont d'accord pour un protocole reconnaissant la sécurité de l'État sioniste, un règlement sans la participation de l'OLP et refusant la création d'un État palestinien, ils s'opposent toutefois sur l'avenir des territoires occupés, de Gaza et de la Cisjordanie en particulier. Alors que Sadate demande l'application de la Résolution 242 du Conseil de l'ONU, le rattachement de Gaza à l'Égypte et de la Cisjordanie à la Jordanie, Begin refuse d'examiner la question avant au moins cinq ans, période pendant laquelle ceux-ci resteraient sous administration sioniste.

Du côté des pays arabes et de l'OLP, on ne se fait aucune illusion sur le type de paix que pourrait apporter une telle rencontre. *« Le commandement de l'OLP – qui d'ailleurs n'est pas reconnu par les interlocuteurs du Camp David – ne peut abandonner aucun des droits du peuple palestinien »* a récemment déclaré Yasser Arafat au *Monde*. *« En conséquence, toute déclaration qui ne mentionne pas expressément ces droits ne peut être que rejetée. »*

SOMMAIRE

Hargne de l'URSS, satisfaction de nombreux pays

C'est ce qui ressort des nombreuses réactions exprimées à la suite des voyages de Houa Kouofeng et de la signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais. P. 2

40e congrès de la CGT en préparation

C'est la question du débat en cours dans le syndicat CGT qui est abordée aujourd'hui dans notre rubrique « Vie syndicale ». P. 4

Les problèmes de l'emploi (2)

Bâtiment, travaux publics, sidérurgie, textile, etc. de juin à juillet, 55 000 personnes de plus se sont retrouvées au chômage. P. 5

LE MONDE EN MARCHE

Zimbabwe (Rhodésie)

L'ultime tentative de Smith

• Confirmée de part et d'autre, la récente rencontre entre Ian Smith, le premier ministre du régime raciste rodhésien, et Joshua N'Komo, le leader de la Zapu, apparait à l'heure actuelle comme l'ultime tentative de Smith pour tenter de sauvegarder le pouvoir de la minorité blanche dans le pays. •

Au niveau militaire, en effet, la guerre peut d'ores et déjà être considérée comme perdue pour les autorités de Salisbury. *« Nous contrôlons 80 % du pays, nous l'aurons totalement libéré d'ici l'année prochaine »* a récemment déclaré Robert Mugabe, le dirigeant de la Zanu, la principale force de libération nationale du pays. Smith aurait du mal à le contredire, lui qui ne contrôle plus que les grandes villes et les grands axes routiers, le tout, d'ailleurs, dans un semi-état de siége.

La Zanla, l'armée de libération de la ZANU.

Dans l'ensemble du pays, l'administration blanche a d'ores et déjà cédé la place à l'administration du Front patriotique.

LA FUITE DES BLANCS

90 % des écoles situées en dehors des villes ont été désertées par les Blancs, il en va de même de nombreux centres sanitaires. Cela ne va d'ailleurs pas sans poser de sérieux problèmes aux mouvements de libération encore insuffisamment équipés. Les régions situées à une demi-heure de voiture de la capitale ne sont désormais plus accessibles aux Blancs que par convois militaires.

Les colons d'une banlieue blanche de Salisbury ont même été récemment prévenus par les autorités que celles-ci ne pouvaient plus garantir leur sécurité après la tombée de la nuit. Cette situation a d'ailleurs comme conséquence la fuite de milliers de colons chaque mois vers l'extérieur du pays.

LES TENTATIVES DE SMITH

La première tentative de « règlement interne » de Smith s'est soldée par un lamentable échec. Les trois personnalités africaines qu'il avait intégrées à son gouvernement et qui se faisaient fortes de « rallier à elles » les masses africaines, Sithole, Muzorewa et Chireau, sont aujourd'hui complètement discréditées. Il ne reste plus aujourd'hui à Smith qu'une planche de secours : diviser le Front patriotique, qui regroupe les deux mouvements de libération nationale, Zanu et Zapu, ainsi que les pays de première ligne qui les soutiennent.

Cette rencontre avec N'Komo et le fait que le président zambien, Kaunda, semble l'avoir cautionnée, pourrait donc passer pour une relative victoire de Smith, surtout si N'Komo acceptait, comme cela lui a été proposé, ur. poste dans le gouvernement en remplacement de Sithole et Muzorewa. Il faut cependant considérer que cet accord, s'il se fait, risque bien de donner pour Smith des résultats exactement contraires à ceux espérés : déjà la Tanzanie a fait savoir par la bouche de son président, Nyerere, qu'elle était décidée à interrompre les pressions qu'elle faisait jusque là pour inciter les mouvements nationalistes à participer à une conférence multi-partite sur laquelle Washington fonde de nombreux espoirs et qu'elle était d'autre part décidée à intensifier la guerre.

En ce qui concerne la Zanu, d'autre part, la situation est très claire. Possédant 90 % des forces combattantes du Front patriotique, contrôlant et administrant déjà de très vastes territoires, il ne saurait être question pour elle de négocier un quelconque « arrangement » avec Smith, tout au plus les modalités du départ de son régime et du transfert du pouvoir au peuple zimbabwe.

RECTIFICATIF : Le communiqué du Bureau politique du PCMLF que nous avons publié dans notre édition du 5 septembre 1978 était adressé en fait à la CISNU (Confédération des étudiants iraniens) et non comme nous l'avons écrit par erreur à « l'Union des étudiants iraniens en France » (membre de la CISNU).

A propos de l'« offensive diplomatique » chinoise

Hargne de l'URSS, satisfaction de nombreux pays

• Ce que tous les journaux appellent « l'offensive diplomatique chinoise » continue de susciter de nombreuses réactions dans le monde. La signature du traité de paix et d'amitié sino-japonais, ainsi que les voyages de Houa Kouo-feng et d'autres dirigeants chinois à l'étranger ont encouru les foudres de l'URSS, mais l'approbation de nombreux pays du tiers monde.

Ainsi, en s'ingérant grossièrement dans les affaires intérieures de la Roumanie et de la Yougoslavie, *la Pravda* ne s'est pas contentée d'injurier la politique chinoise ; elle a aussi mis en cause les dirigeants Ceaucescu et Tito. C'est ainsi qu'elle attaque *« la politique myope et dangereuse »* des États qui coopèrent avec la Chine. Elle a aussi fait mine de s'inquiéter de *« l'existence, dans certains pays, d'hommes politiques impartis de responsabilités qui, malheureusement, préfèrent ignorer le danger croissant et croire aux déclarations pharisiennes des dirigeants chinois, au cours de rencontres diplomatiques, sur leur « amour » de la paix.*

Quant à l'agence Tass, elle a mis en cause *« les journaux yougoslaves qui réservent tous les jours à ce séjour une page et demi à deux pages et qui n'estiment pas nécessaire de se désolidariser des déclarations, extrêmement anti-soviétiques du leader chinois. »*. Enfin, le Bureau politique du PCUS a fait une déclaration accusant la Chine de *« mener une politique hégémonique de grande puissance »* et d'avoir des visées impérialistes sur les Balkans.

C'est vraiment un comble ! L'URSS se permet de menacer les pays balkaniques, leurs dirigeants et leurs organes de presse, mais c'est la Chine qu'elle accuse d'ingérence dans les Balkans ! L'URSS envahit la Tchécoslovaquie, envoie des soldats cubains en Angola, en Éthiopie, mais c c'est la Chine qu'elle taxe de bellicisme ! Vraiment la propagande russe est passée maître dans l'art de faire prendre le faux pour le vrai.

A PROPOS DU TRAITÉ SINO-JAPONAIS

Parlant du traité de paix et d'amitié sino-japonais, l'URSS, soutenue en cela par *L'Humanité*, l'a taxé de *« danger pour la stabilité en Asie »*. Elle a même exercé son chantage sur le Japon, en remettant en question l'exploitation en commun de la Sibérie. Ainsi, un traité qui met fin à un état de guerre entre deux pays constitue, selon l'URSS, un danger pour la paix et c'est la Chine qui aurait exercé son diktat sur le Japon pour obtenir la clause antihégémonique, alors que c'est l'URSS qui menace le Japon d'entraver les relations économiques.

On comprend bien cette hargne de Moscou : la vérité, c'est qu'elle se sent visée par la clause antihégémonique. Mais si l'URSS est, comme elle l'affirme, un pays pacifique rempli du désir de paix, si elle n'a pas l'intention d'intervenir en Asie par exemple, pourquoi se sent-elle tellement génée par cette condamnation de l'hégémonisme ?

DES RÉACTIONS FAVORABLES

Malheureusement pour elle, l'URSS s'est retrouvée très isolée dans ses attaques anti-chinoises.

C'est ainsi que Ceaucescu, président de la Roumanie a déclaré lors du voyage de Houa Kouo-feng : *« Nous connaissons et nous apprécions en même temps le rôle toujours plus important que la République populaire de Chine joue sur la scène mondiale, dans la lutte contre la politique impérialiste, colonialiste, néo-colonialiste, de domination et d'oppression, pour le triomphe de la paix, de la liberté et de l'indépendance des peuples. »*

L'agence yougoslave *Tanjug*, après avoir réfuté les diffamations de la presse réactionnaire occidentale et de *Tass* sur la visite de Houa Kouo-feng en Yougoslavie, indique : *« La réaction de la presse mondiale a été dans l'ensemble objective, elle a considéré cette visite comme un événement de grande portée internationale. Le monde estime que cette visite constitue une affirmation des principes d'égalité, de non-intervention, de respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, et c'est un événement qui peut exercer une influence positive sur l'ensemble des relations internationales. »*

La Somalie, par Radio-Mogadiscio, a déclaré : *« L'Union soviétique a concentré tous ses efforts sur l'isolement de la République populaire de Chine. Mais les récentes visites du président Houa Kouo-feng ont fait échoué ce complot. Les relations et la coopération entre la Chine et les autres pays du monde se développent sans cesse. La récente signature du traité de paix et d'amitié nippo-chinois est un événement historique de grande portée. Et le tapage de l'Union soviétique à ce propos n'est que mensonge. »*

La liste serait longue des pays du tiers monde qui ont salué la politique internationale de la Chine. Citons, entre autres , des pays à systèmes sociaux aussi différents que le Cambodge, le Népal, le Zaire, le Cameroun, la Suisse, etc.

Et si l'URSS veut condamner tous ces pays, comme elle l'a fait pour la Roumanie, la Yougoslavie et le Japon, elle risque de comprendre vite ce que le mot *« boomerang »* veut dire.

Claude LIRIA

NICARAGUA : La grève s'étend malgré les nombreuses arrestations.

La grève générale se poursuit atteignant maintenant le secteur de l'approvisionnement des produits alimentaires. Malgré la tentative de la Garde nationale d'obliger les commerçants à relever leurs rideaux, les magasins restent fermés. Des manifestations se déroulent dans le pays, à Léon notamment. Somoza, après avoir envoyé des blindés contre les insurgés de Matagalpa a ordonné toute une vague arrestations. A Managua, la capitale, plus de 200 personnes ont été arrêtées. Parmi elles, quinze personnalités de l'opposition connues.

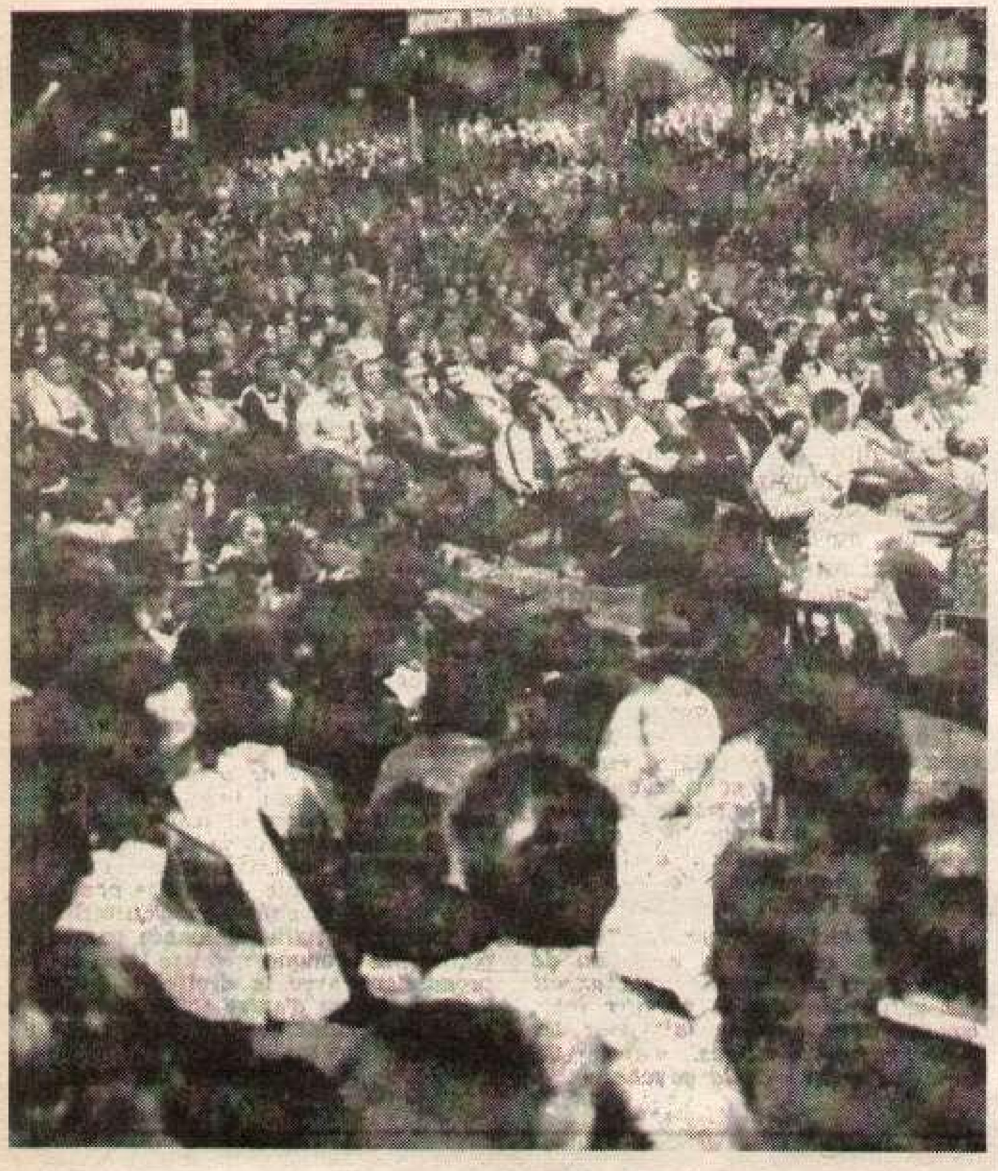
PÉROU

Le 4 août, 45 000 mineurs et métallurgistes se mettaient en grève à l'appel de leur syndicats pour exiger des augmentations de salaires et la réintégration de 300 ouvriers licenciés. Le gouvernement vient de décréter cette grève illégale ; l'état d'urgence vient d'être déclaré et les garanties constitutionnelles suspendues. Il veut contraindre les travailleurs à la reprise du travail immédiate, les menaçant d'une intervention de l'armée, au cas où les ouvriers refuseraient ce diktat.

Nous publierons dans notre édition datée de vendredi une interview exclusive que nous a accordée M. Zvobgo, le secrétaire à l'Information de la Zanu. Cette interview fait le point sur les problèmes matériels que soulèvent la lutte et l'administration des territoires libérés et sur la nécessaire solidarité internationale.

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel



Meeting de rentrée de la C.G.T

Dans la salle une volonté de réflexion pour la lutte

● Mardi, s'est tenu, Porte de Pantin, le meeting de rentrée de la CGT.

12 000 militants de la région parisienne y étaient réunis, preuve d'une mobilisation importante, au moment d'une rentrée sociale qui n'en est pas une. Il n'y a pas de vacances pour la lutte de classe. ●

Autour du thème « Union, action, débat démocratique », Georges Séguy a fait dans sa longue intervention le tour des diverses orientations de la CGT aujourd'hui, cinq mois après l'échec électoral de la gauche, onze semaines avant son 40e congrès. Les travailleurs étaient particulièrement attentifs.

Nous aurons l'occasion de revenir plusieurs fois sur le contenu de ces orientations, en particulier à l'occasion de la préparation du 40e congrès. Au cours de ce meeting, Séguy, entre autres, a réaffirmé le soutien à l'Union de la gauche, s'est prononcé contre l'élargissement de l'Europe à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce, reprenant et développant la campagne du PCF sur l'Europe.

De ce discours suivi avec beaucoup d'attention par les travailleurs présents, le passage le plus applaudi a été certainement celui où Séguy affirme sa condamnation de ce qui se passe en Tchécoslovaquie et continue : « *tout manquement à la démocratie, toute atteinte à la liberté rencontrera la condamnation de la CGT, quel que soit le régime qui en sera responsable. Luttant nous-mêmes pour une société socialiste en France, nous ne pouvons identifier à du socialisme authentique telle ou telle expérience où les droits de l'homme et les libertés ne sont pas scrupuleusement respectés.* »

Ce fut ensuite l'appel à l'unité d'action avec la CFDT : « *De leur côté, les travailleurs s'interrogent : comment les syndicats vont-ils réagir face au déferlement du chômage, au laminage du pouvoir d'achat des salaires, des prestations familiales et sociales, à l'aggravation des conditions de travail, à l'attaque contre les droits acquis, à la violation des libertés syndicales ? Leurs regards se tournent naturellement vers les deux organisations syndicales les plus représentatives : la CGT et la CFDT. Nous avons le devoir de ne pas les décevoir et de ruiner, dans le camp patronal et gouvernemental, tout espoir de tirer avantage de zizanies syndicales au moment où tout nous commande l'unité d'action.* »

Et enfin, la nécessité du débat dans la CGT a été soulignée : « *La CGT a toujours été et reste l'organisation syndicale ouverte à tous les travailleurs, indistinctement de leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Tous ses membres ont les mêmes droits et il n'est demandé à aucun de ses militants de décliner son identité politique pour être élu à quelque poste de responsabilité que ce soit ; les seuls critères retenus sont les compétences et le dévouement aux intérêts de la classe ouvrière.* »

Quant aux attaques contre Fabre, elles ont recueilli elles aussi une vive approbation facile, il faut le dire, tant il est vrai que les travailleurs refusent la trahison de ceux qui prétendent les défendre. Avertissement qui s'adresse à bien des candidats !

La démocratie, la liberté et l'unité, voilà bien des aspirations profondes des travailleurs.

Aujourd'hui, la direction de la CGT oriente le débat dans ce sens pour « insuffler un nouveau dynamisme à toute la CGT » conclut Séguy.

C'est qu'il s'agit là d'une exigence très forte de la plupart des militants de base pour qui « nouveau dynamisme » signifie passer réellement à l'action contre la politique Giscard-Barre, s'unir sans exclusive, mais pour la lutte et pour des changements qui ne les conduisent pas au soi-disant socialisme des pays sous la tutelle de Moscou.

Voilà qui témoigne de la profondeur des remises en cause et des réflexions qui ont suivi dans la CGT, l'échec de l'Union de la gauche.

Quant au débat, ouvert au prix de bien des luttes, il permettra aussi aux travailleurs de reconnaitre qui les défend et qui les trompe.

Claire MASSON

Sous prétexte de réduire les inégalités

Le gouvernement augmente les impôts

● Avant même que le gouvernement n'annonce, mercredi, les mesures prises pour réduire le déficit du budget 1979, il y a une chose qu'on peut affirmer avec certitude : les impôts vont augmenter et ceci sous prétexte de... réduction des inégalités. ●

L'un des mécanismes auquel va avoir recours le gouvernement pour augmenter les impôts, c'est de relever le barème des tranches dans des limites moindres que l'augmentation du coût de la vie.

Certes, c'est pour les tranches supérieures de salaire que cette augmentation sera la plus importante mais toutes les tranches de salaire seront l'objet de cette mesure. C'est donc bien tous les travailleurs qui vont voir leurs impôts augmenter par ce procédé.

Il faut dénoncer à ce sujet l'hypocrisie avec laquelle le pouvoir joue sur l'inflation pour augmenter les impôts de façon insidieuse.

Il faut aussi dénoncer le mythe de la réduction d'inégalités. En effet, ce sont bien les travailleurs aux plus bas salaires et la classe ouvrière qui vont souffrir en priorité de ces mesures, étant donné l'augmentation du coût de la vie.

En passant, signalons que tout en prétendant faire payer les privilégiés, le pouvoir vient de supprimer la taxe sur le train de vie, créée il y a deux ans. Finalement, les riches trouvent là une compensation.

LES INDEMNITÉS JOURNALIERES IMPOSÉES

Une mesure proprement scandaleuse prévoit que les indemnités journalières versées par la Sécurité sociale pour cause de maladie, accident ou maternité, seront désormais imposables alors que, jusqu'à présent, elles étaient exonérées d'impôts. Vous qui êtes malade, accidenté ou qui venez d'avoir un enfant, vous apprécierez ce geste d'injustice sociale ; vous qui touchez des indemnités inférieures à votre salaire et qui sur ce seul plan êtes déjà pénalisés.

Autre geste de générosité du pouvoir. Sous prétexte de ne pas frapper les vieux d'une augmentation de la redevance-télé, il va certainement instituer une taxe sur les auto-radios. Apparemment, le gouvernement ne s'intéresse aux vieux que pour augmenter les impôts comme il l'a déjà fait avec la vignette-auto.

Enfin, les augmentations des prix prévues pour 1979 sont en fait une augmentation des impôts indirects tout à fait injustes puisqu'ils touchent davantage les petits salaires et les familles des travailleurs. Aussi, les proclamations gouvernementales sur la réduction des inégalités se révèlent une nouvelle fois être du bluff, un prétexte pour augmenter en fait tous les impôts.

Henri MAZEREAU

Pour la première fois sur les ondes

«A Voce libera di a Corsica»

La voix libre de la Corse

C'est mardi matin à 7 h 30 que *« A voce libera di a corsica »* (la voix libre de la Corse) a émis pendant dix minutes sa première émission clandestine. Elle a été captée notamment a Aiacciu, sur une longueur d'onde proche de France-Inter.

Depuis longtemps déjà les militants nationalistes corses (clandestins du FNLC et légaux de l'UPC) font à juste titre, le procès des *« média »* (radio, télévision et presse écrite) *« au service du pouvoir colonialiste »* ; la voix du peuple corse y étant exclue.

AMPLIFIER L'INFORMATION

Pour faire savoir qu'ils allaient diffuser leur première émission *« pirate »*, des militants nationalistes avaient tenu samedi soir, une conférence de presse clandestine dans les environs d'Aiacciu. Ils ont fait alors la déclaration suivante : *« (...) Les membres de notre groupe sont des nationalistes corses qui luttent pour libérer leur pays du colonialisme français. Face à la formidable campagne d'intoxication que subit notre peuple, le*

nationalisme n'avait jusqu'à présent que des moyens dérisoires pour se faire entendre. Malgré ces très faibles moyens, les mouvements nationalistes, légaux et clandestins ont réussi à acquérir un potentiel de sympathie désormais largement majoritaire dans notre peuple.

» Notre groupe a décidé d'amplifier cette information et donc la prise de conscience populaire du fait du colonial français en Corse. Comment ?

» Disposant d'un matériel très perfectionné, nous allons mettre en place progressivement dans les mois qui viennent un réseau de radiodiffusion dans toutes les régions de notre pays.

» La première émission di a voce libera di a Corsica aura lieu, le mardi matin 5 septembre à 7 h 30, sur modulation de fréquence, 91 MH.

» Tous les Corses sont invités à écouter cette émission sur leur poste ou leur transistor ».

DIRE CE QUI SE PASSE DANS NOTRE PEUPLE

Une mini-cassette de l'émission enregistrée est remise aux journalistes présents. Les textes alternent avec des chants corses et notamment *« U colombu »*. Il y est dit, entre autres : *« Nous sommes ici ni pour faire peur, ni pour jeter l'anathème, mais pour dire ce qui se passe dans notre peuple, sur notre terre ».*

» ... Nous aurons la possibilité de faire connaitre nos idées à des milliers d'auditeurs asservis jusqu'ici à d'autres radios. Notre matériel, très perfectionné, va devenir désormais une arme dans notre combat ».

Cette première émission fait une analyse de la démographie insulaire de 1911 à 1968 et considère *« l'île vidée de sa substance vive pour devenir un pays d'assistés, d'escroquerie, vivant sous la dépendance des clans ».* *(...) « La Corse n'est pauvre que pour les Corses, mais elle est riche pour les étrangers ».*

Ils proclament ainsi leur objectif : *« Le peuple corse doit aller à la victoire ; il n'y aura de paix pour personne si cette victoire devait lui échapper »*

POLITIQUE ET SOCIAL

Saint-Loup-sur-Semouze (Haute-Saône)

Même plus le droit d'être malade

Le patron de l'ESAC (Établissement de soudure autogène et de chaudronnerie) vient d'envoyer aux ouvriers les plus souvent malades dans son entreprise une lettre à faire signer par leur médecin, sous la menace à peine voilée d'être licenciés s'ils refusaient.

Voici le contenu de cette lettre : « *Je soussigné, docteur X, signifie que M... est apte à assurer un travail dans un atelier de chaudronnerie et que, sauf épidémie ou accident de santé grave, non décelable actuellement, son absentéisme pour maladie ordinaire ne devrait pas dépasser trois semaines par an.* »

Les médecins-flics du style Sécurex ne suffisent plus aux capitalistes. Non seulement, l'exploitation ruine à petit feu la santé des ouvriers, mais maintenant c'est même le droit de tomber malade qui est contesté ! N'est-ce pas là un exemple particulièrement révoltant de cette dictature de la bourgeoisie sur les travailleurs ?

Moliens (Oise)

Agression raciste au bal du samedi soir

A la sortie du bal samedi soir, une dizaine de gars tombent à bras raccourcis sur Harrid Nouarrouria et Abdelkader Rhalay, deux ouvriers algériens. Vous pensez, ils avaient dansé avec « des jeunes filles blanches ! »

A une dizaine de kilomètres de là, à Lanny-sur-Thérin, une bagarre dans un bal. Les coupables ? Mais, puisqu'il y a eu des coups de couteaux, deux Algériens bien sûr !

C'est Rabah et Sefi Feddal, qui ont cherché la bagarre, voyons !

Une plainte a été déposée par le maire contre les deux jeunes Algériens, comme le dit un habitant, « *pas parce qu'ils sont Algériens, on préférerait les voir convenables, gentils, mais parce qu'avec ces gens-là, monsieur, si vous reculez d'un pas, ils avancent de deux* », et puis, « *ça mérite une expulsion* », et puis pour le bal du dimanche soir « *les copains vont revenir au cas où il se passerait quelque chose.* »

De tels propos le montrent bien, le venin raciste inoculé par la bourgeoisie fait son effet. N'a-t-on pas vu, lors des dernières élections législatives, des partis politiques faire ouvertement campagne à la télévision pour exiger le départ des ouvriers immigrés sur le thème : « *Un million de travailleurs immigrés égale un million de chômeurs français* ».

La population étant soumise quotidiennement à une propagande plus ou moins insidieuse du genre « *Les immigrés mangent le pain des Français* », « *Les étrangers viennent voler notre travail* ». Tout est fait pour que de tels actes racistes se produisent. Et pourtant dans les luttes ouvrières Francais et immigrés se retrouvent finalement au coude-à-coude. Et pourtant l'activité quotidienne de militants antiracistes montre la possibilité de combattre ce venin et de venir à bout de la division en multipliant les discussions et les explications. Il faut poursuivre dans ce sens, combattre les mesures Stoléru et le racisme en s'appuyant sur la réalité objective. Au-delà des différences de mentalité et de coutume, les travailleurs français et immigrés forment en France une seule classe ouvrière. Dénonçons et opposons-nous fermement à toute agression raciste.

Giscard donne le droit de réponse à l'opposition

L'opposition aura un droit de réponse de la même durée et à la même heure d'écoute que les représentants du gouvernement. La répartition du temps d'antenne sera proportionnelle au nombre des députés à l'Assemblée nationale. Un débat contradictoire entre majorité et opposition pourra ensuite avoir lieu sur le sujet abordé. La belle, en quelque sorte.

Dès demain, Boulin fera une déclaration sur le chômage et les mesures le concernant prises au conseil des ministres. La gauche pourra donc bientôt lui répondre.

Cette mesure de « *démocratie française* » a pour but de décrisper les rapports entre majorité et opposition et d'instaurer entre elles le « dialogue » tel qu'il se pratique par exemple en Angleterre. Elle va dans le sens de l'ouverture chère à Giscard.

En instaurant des joutes oratoires à la télé et à la radio, dans le plus pur style des campagnes électorales, le pouvoir espère aussi tenir les travailleurs en haleine et désamorcer les luttes.

Mais ne risque-t-il pas en fait de lasser les travailleurs comme cela se produit à chaque campagne électorale.

Vie syndicale

Préparation du 40e congrès de la CGT

Débat dans le syndicat

« On a signé... mais on n'était pas d'accord. »

● Les 27 et 28 juin derniers, le bureau confédéral de la CGT a lancé la préparation du 40e congrès (qui aura lieu du 26 novembre au 1er décembre 1978), en réunissant les secrétaires d'unions départementales et de fédérations.

L'objectif de cette réunion était de lancer dans la CGT « *un débat jamais vu* », un débat qui devrait descendre jusqu'aux sections et aux syndiqués. » ●

« ***Le premier objectif doit être de sortir de ce cercle trop étroit pour aboutir à une discussion et une réflexion dans toute la CGT, jusqu'aux entreprises, en somme soyons ambitieux*** » disait Krasucki. La *Vie ouvrière* ouvre le débat en publiant dans le premier numéro de septembre le compte-rendu d'une réunion du syndicat EDF de Paris.

Apprécier la situation après les élections et définir une tactique adaptée, voilà bien la préoccupation principale des travailleurs. Pouvons-nous nous limiter à une conception défensive de la lutte, à défendre les acquis ? Les actions et les formes d'action sont-elles décidées avec l'ensemble des syndiqués ? Appliquons-nous une véritable démocratie syndicale ? Est-il « ***tactiquement opportun que les organisations de la CGT aient apposé leur signature à côté de celle des patrons, comme chez Manufrance et dans la métallurgie ?*** ».

Voilà les questions au cœur du débat.

Comme on le voit, c'est la stratégie de la CGT depuis les élections qui est remise en cause, la concertation au sommet, à froid, et dans l'esprit de « ***limiter les dégâts*** ».

Il est certain que tout converge aujourd'hui pour penser que la direction de la CGT se trouve face à un puissant mouvement de discussion.

Dans la dernière *Vie ouvrière* d'août, Krasucky encore publie un article pour justifier la signature par la CGT de l'accord-cadre de la métallurgie (juillet 1978). Le titre de cet article donne déjà le ton : « ***Garantie annuelle ou tromperie ?*** »

Il est difficile dans ces conditions de justifier une signature sans consultation préalable des travailleurs concernés,

Et aux militants de l'EDF qui se félicitaient que « ***la CGT-EDF n'ait jamais rien signé*** », Michel Warcholack ne sait que répondre : « ***pour bien dégager la tactique des luttes, il ne faut pas être absolu*** » !!

Ainsi, Krasucki, termine-t-il par une interrogation qui laisse rêveur : « ***Le patronat et le gouvernement cherchent à gagner du temps, mais il faut se demander : par quoi va se terminer socialement l'année 1978 ?*** » et un appel à l'action revendicative qui doit se développer.

Les actes d'un côté, d'un autre, les paroles...

Le 40e congrès va certainement faire apparaître que les travailleurs qui subissent quotidiennement les conséquences des « ***signatures au sommet*** » ont une autre conception de l'action et de la pratique syndicale.

Télévision

Aux dossiers de l'écran

Les faits divers

Mardi soir, sur A2, « Les dossiers de l'écran » nous ont offert une soirée sur les faits divers dans la presse.

Tout d'abord le film présenté en introduction au débat nous montrait comment une meute de journalistes en mal de copie se précipitaient sur une exécution capitale comme des vautours pour vendre du sang à la une. Traité sur un mode qui se voulait comique, ce film, plutôt ennuyeux, avait au moins le mérite de montrer que pour la grande presse le fait divers n'est en somme qu'un matériau brut à exploiter, triturer, transformer pour en faire un produit vendable.

Dans le débat qui suivit, les journalistes présents ont surtout tenté de justifier les pratiques de la grande presse. C'est « *en fonction du goût des lecteurs* », affirme Joseph Pasteur, que les journaux accordent de l'importance à certains faits divers. Jean Laborde de *L'Aurore* osa même dire : « *La seule censure, c'est celle de nos lecteurs que nous ne voulons pas perdre.* »

Mais dans le feu de la discussion, certaines vérités ont quand même émergé. C'est, par exemple, Marcel Montarron, le fondateur de *Détective*, reconnaissant que les agissements contestables de certains journalistes étaient souvent le résultat de « *la tyrannie exercée par certains rédacteurs en chef.* ». C'est aussi Colombani du *Matin de Paris* avouant que, si les reporters de nos jours déforment moins les faits que par le passé, ce n'est pas dû à un progrès de la conscience professionnelle, mais « *parce qu'il n'est plus possible de raconter des histoires* » à une époque où les sources d'information sont multiples.

En fin d'émission, le même Colombani nous explique aussi que le fait divers était devenu de plus en plus politique car « *le banditisme a gagné les couches supérieures de la société* », et de préciser pour être plus clair : « *Nous avons des personnes fichées au banditisme qui sont aujourd'hui élues.* ». Certes, il est parfois arrivé que, grâce à la presse, certaines affaires aient pu voir le jour au lieu d'être étouffées mais cela ne suffit pas à blanchir la presse bourgeoise.

Toutes ces déclarations vont bien dans le sens de la remarque faite par Jean d'Ormesson du *Figaro* : « *Le fait divers,* a-t-il dit, *apparait comme un phénomène de société qui révèle une certaine situation.* »

Si l'on regarde, en effet, cette émission comme un fait divers, n'est-elle pas très révélatrice de la triste situation de la presse dans notre société capitaliste ?

Les problèmes de l'emploi (2)

De juin à juillet, 55 000 personnes de plus se sont retrouvés au chômage

Cet été les ouvriers et ouvrières de Boussac occupent le hall du Crédit lyonnais afin de recevoir leur salaire.

● Dans n otre édition d'hier, nous avons exposé la situation de l'emploi, notamment dans les chantiers navals, mais il ne faudrait pas croire que seuls les chantiers navals sont touchés, nous allons le montrer avec le bâtiment, les travaux publics, la sidérurgie, Manufrance et le textile (Boussac). Cette situation catastrophique de l'emploi amène le gouvernement à *« prendre des mesures »*. Nous les analyserons.●

On dit souvent : *« Quand le bâtiment va, tout va »*. Mais voilà, le bâtiment, ça ne va pas.

LA SITUATION DANS LE BATIMENT

On a constaté une hausse des activités et une diminution des effectifs. Ce secteur a perdu environ 80 000 personnes en un an. L'affaire Éternit est un des révélateurs de la crise dans ce secteur. La société a annoncé 1 000 licenciements dont 431 à Prouvy dans le Nord et 125 à Carronte dans les Bouches-du-Rhône.

La société concurrente, Everritube, connait aussi des diminutions d'effectifs mais elle est épaulée par Saint-Gobain et Pont-à-Mousson.

MANUFRANCE

Manufrance est une très vieille société spécialisée dans la vente par correspondance et qui a un important secteur production (cycles et armes : fusils de chasse).

Il y a longtemps que la société « bat de l'aile ». Au 31 décembre 1976, on comptait 3 826 salariés à Saint-Étienne, en octobre 1977, 3 500 ; en mai 1978, 3 020, le plan Cadot en prévoit 2 500. Les syndicats ont fait accepter les licenciements par un vote à bulletins secrets. Le plan a été adopté à l'unanimité.

« Les 103 actionnaires de la société Manufrance ont adopté à l'unanimité une nouvelle rédaction du paragraphe 3, donnant la possibilité à la société de devenir une société de type holding. La ville de Saint-Étienne, plus gros actionnaire, – 29 % NDLR – *était représentée par son maire, M. Sanguedolce. » (Le Monde* du 13-14 août 1978).

BOUSSAC

Voici quel est le plan de restructuration définitif de l'ex-groupe Boussac après le rachat par les frères Willot, et ce, pour le département des Vosges. **V. tableau**

USINES	Retraites pré-retraites	Licenciements	Reconversions	Effectifs restants
St-Laurent (Épinal)	14	18	2	49
Grands sables	20	61	(Wocco)	0
Thaon	39	59		319
Igney	27	74		230
Nomexy	81	42		715
Vincey	39	41	300 (Parisot Dumestre)	
Rambervillers	9	152		0
Saulcy	18	0		138
Moyenmoutiers	69	88		401
Senones	28	3	2	300
Œuvres sociales et boutiques	24	5	123	0
Total	368	543	427	2 152

Ce sont en fait 1 338 emplois qui sont supprimés pour ce seul département. Deux heures de grève ont déjà salué le plan de restructuration et ce n'est qu'un début.

SIDERURGIE

Le sort de la sidérurgie française est intimement lié à celui de la sidérurgie européenne. Or, on prévoit de 100 à 140 000 emplois qui seront liquidés en Europe d'ici à deux ans. L'effectif sera ramené à 720 000 sidérurgistes.

La sidérurgie est un secteur en pleine restructuration et, là aussi, on réoriente la production au niveau de l'Europe. Un révélateur de ce phénomène a été la très récente affaire « Neuves-Maisons ». Que s'est-il passé ? La construction de cette nouvelle usine était achevée à 90 % quand on a appris qu'elle n'ouvrirait pas. De gigantesques travaux annexes ont été faits à côté : canal de 50 km de long permettant de recevoir un train de péniches de 1 500 tonnes ! en tout 65 milliards de centimes payés par les contribuables, c'est-à-dire en grande partie par les travailleurs. A Longwy, on prévoit 1 400 licenciements. Le 28 juillet, près de 10 000 personnes venant de 199 communes ont manifesté à Neuves-Maisons.

LES SOLUTIONS DES BOURGEOIS AU PROBLEME DE L'EMPLOI

Les monopoles, le gouvernement cherchent par tous les moyens à faire avaler les licenciements et le chômage.

Dans une longue interview accordée au journal *Le Figaro*, Raymond Barre traite du problème de l'emploi et dévoile une partie de ses projets. Ils vont à l'encontre d'un certain nombre de déclarations préconisant l'abaissement de l'âge de la retraite et une diminution du temps de travail. Il déclare : *« On préconise l'abaissement de l'âge de la retraite et la réduction généralisée de la durée du travail. Je crois que ces mesures vont à contre-sens »*, et plus loin *« il ne faut pas oublier que la durée du travail en France a diminué de cinq heures en dix ans. Dans le même temps, l'industrie n'a créé qu'un petit nombre d'emplois. »*

Voilà ce qu'il propose : *« Je crois qu'il est nécessaire d'étudier certaines modalités d'aménagement du temps de travail, par exemple le travail à temps partiel. »*

Mais d'autres mesures sont annoncées. Un projet de loi va être déposé visant à diminuer ou supprimer les heures supplémentaires. Or, ces heures supplémentaires, beaucoup d'ouvriers les font pour « améliorer l'ordinaire ». On interdirait le cumul des emplois, on embaucherait dans le secteur public, on monterait une fondation pour la création d'entreprises. Par exemple, dans le secteur du commerce, où on a constaté qu'il y avait de moins en moins de patrons (la tendance au monopole dans le secteur a très nettement augmenté). En effet, en 1962, il y avait 726 000 non-salariés, en 1977, 590 000. En fait de création d'emplois, il s'agit surtout de déclarations d'intention alors que toute la politique de Barre vise à accentuer la monopolisation aux dépens des petites et moyennes entreprises.

En ce qui concerne le calcul du nombre de chômeurs, les femmes mariées à la recherche d'un premier emploi (fournissant un deuxième salaire au couple) ne seraient plus comptées, etc.

Divers patrons, notamment ceux des PME, sont favorables à une diminution des charges sociales. Le journal *Les Échos* semble favorable à une augmentation du travail posté (4 ou 5 équipes au lieu de 2) parallèlement à une baisse de la durée des postes, solution esquissée d'après ce journal par l'accord métallurgie conduisant à une durée annuelle du travail.

L'usine Boussac de Nomexy (Vosges).

DU COTE DU PCF

Les dirigeants du PCF s'opposent à une restructuration européenne articulée principalement sur l'axe France-RFA. Mais ceci, non parce que ce sont les travailleurs qui en feront les frais, mais parce que ce serait la mort des industries françaises. Voilà d'ailleurs ce que déclarait Fitermann à TF 1, il y a quelque temps : *« Nous, communistes, ne voulons pas de cette politique-là, nous ne voulons pas d'une Europe allemande et c'est la raison pour laquelle je pense qu'il va falloir remetre à l'ordre du jour et fortement au premier plan, dans la période qui vient, la lutte pour l'indépendance et la souveraineté françaises. »*

D'ailleurs, l'axe de lutte du Comité central du PCF, c'est *« Travailler au pays et produire français »*. Dans une telle logique, cela conduit au pire chauvinisme, à défendre ses capitalistes contre les autres.

Alors que le chômage est un problème européen et nécessite un renforcement accru des liens de tous les ouvriers, et cela est visible dans la sidérurgie, l'automobile, le textile, la réparation navale, de tels mots d'ordre divisent les ouvriers et rend responsables les autres ouvriers de la crise dans notre pays

LA SOLUTION AU PROBLEME DE L'EMPLOI

Pour résoudre les problèmes de l'emploi, il n'y a pas de solution dans le système actuel, caractérisé par l'exploitation de l'homme par l'homme. En effet, le chômage est une loi du capitalisme. Les chômeurs constituent une armée de réserve utilisable en cas de développement relatif de l'économie, utilisable aussi pour briser les luttes et faire baisser les salaires.

Mais ce que les bourgeois essaient de faire, c'est de faire payer les chômeurs par les actifs et ainsi d'opposer les uns aux autres. Ils essaient d'avoir un nombre pas trop élevé de chômeurs par crainte de troubles graves au niveau social. En période « normale », les capitalistes affirment assurer le « plein emploi ». Mais celui-ci n'existe pas car il y a toujours des chômeurs. Même alors des centaines de milliers.

En temps de crise généralisée du système capitaliste où les restructurations battent leur plein, il y a une forte évolution du chômage.

S'il n'existe pas de solution au problème du chômage en système capitaliste, cela ne signifie pas pour autant qu'il ne faille pas se battre, au contraire, ce n'est pas aux ouvriers de faire les frais de la crise. Il est nécessaire de lutter contre tout licenciement, de se battre pour l'emploi, de renforcer l'unité chômeurs-actifs.

Yves LEPIC

«Gratuité» de l'enseignement

De plus en plus les bourses se réduisent comme des peaux de chagrin

• Face aux hausses des produits alimentaires, des transports et des loyers, les dérisoires augmentations du SMIC, des allocations familiales et des bourses nationales vont placer les familles modestes dans des situations financières difficiles à l'occasion de cette rentrée scolaire. La sélection scolaire s'opère de plus en plus par l'argent. •

La Confédération syndicale des familles (CSF) nous a confié des chiffres révélateurs.

– Pour un enfant qui entre en classe de 6e, sa famille doit débourser 690,75 F (pour l'achat d'une blouse, d'équipement sportif, de papeterie et de livres), soit 11,76 % de plus que pour la rentrée scolaire 1977-1978.

– Un adolescent de 4e voit ses frais de rentrée augmentés de 9,4 % entre 1977-1978 et 1978-1979, soit 796,35 F.

– Pour celui qui s'oriente vers la 2e T (classe spécialisée dans l'apprentissage du dessin industriel), c'est 1 668,15 F qui lui seront nécessaires pour couvrir les frais des fournitures traditionnelles et du matériel spécifique de dessin.

Le coût de la rentrée scolaire comprenant globalement toutes les classes enregistre ainsi une hausse de 11 % par rapport à la rentrée scolaire 1077-1978.

Notons que les élèves du technique sont largement pénalisés. Et qui retrouve-t-on dans ces sections sinon une majorité d'enfants d'ouvriers ?

COUT DES TRANSPORTS

En outre, le tarif des transports publics n'est pas compris dans le coût de la rentrée scolaire. Il faut dénoncer ici les propos mensongers des services du ministère de l'Éducation nationale qui parlent d'une somme de moins de 50 F par enfant et par an.

En fait, 61 % des enfants de 6e et 80 % des adolescents de 4e ont eu à dépenser entre 100 F et 400 F par an pour leur transport, 62,5 % des élèves de 2e plus de 400 F.

« LES AIDES DU MINISTERE »

Le ministère de l'Éducation nationale orchestre une grande campagne sur les fonds d'aide en faveur des familles modestes comme l'allocation « spéciale rentrée », la prime d'équipement et les bourses nationales.

Regardons de plus près ces fameuses assistances.

L'ALLOCATION « SPÉCIALE RENTRÉE »

Cette allocation de 170 F est versée par la Caisse d'allocations familiales (CAF). Seules peuvent en bénéficier les familles dont les ressources ne dépassent pas :

– 2 135 F pour un enfant ;
– 2 550 F pour deux enfants ;
– 2 975 F pour trois enfants ;
– 3 400 F pour quatre enfants.

De plus, elle n'est attribuée qu'aux enfants de 6 à 16 ans. Compte tenu de ces salaires-plafond, en 1977, seulement 40 % des enfants d'allocataires (de 6 à 16 ans) ont bénéficié de cette allocation.

LA PRIME D'ÉQUIPEMENT

Cette prime ne concerne que les élèves boursiers du technique, elle n'est pas une allocation supplémentaire à leur bourse, mais elle en fait partie intégralement. Elle passe cette année de 253 F à 271 F, maigre aumône si on se reporte au coût réel de la rentrée technique qui va de 992 F à 1 378 F, selon les spécialités.

LES BOURSES

Depuis 1969, il n'est plus question de bourse d'entretien de l'élève mais d'une aide « pour payer les frais de scolarité », la portée de la bourse est dès lors considérablement restreinte.

Les bourses n'ont jamais été augmentées en fonction du coût de la vie et de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans. Par exemple, le plafond des ressources pour un enfant (9 points) était en 1971-1972 presque deux fois supérieur au SMIC tandis qu'il est presque descendu au niveau du SMIC aujourd'hui.

En 1977-1978, 50 % des boursiers du 1e cycle ont eu droit à une bourse de 330 F par an, soit 110 F par trimestre.

Pour un élève d'enseignement technique en électromécanique, sa famille devra payer 1 029 F dès septembre pour les frais de rentrée et percevra 110 F de bourse chaque trimestre.

Circonstance encore plus aggravante : le ministère de l'Éducation nationale a décidé ***« la suppression des bourses aux élèves redoublants en LEP*** (lycée d'enseignement professionnel, anciennement CET) ***et école technique du cycle court. ».***

C'est ça l'égalité des chances.

Nathalie VILLOTIERS

Le but de l'«Association légitime défense»

Légaliser certains crimes

• En l'espace de quinze jours se sont produites dix affaires de ce que l'on appelle faussement *« légitime défense »*. Il y a dix jours à Lille, deux cambrioleurs étaient grièvement blessés par les propriétaires d'un restaurant. A Thionville, la semaine dernière, un patissier tuait un gamin de treize ans qui venait de pénétrer dans son magasin et qui, surpris, s'enfuyait. Enfin, dans la nuit de dimanche à lundi, la gérante d'un restaurant de Peyrrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) blessait un cambrioleur d'un coup de fusil de chasse. •

Depuis plusieurs mois se développent de telles actions. Elles sont d'ailleurs ouvertement encouragées par une association légale *« L'association légitime défense »*. Celle-ci est présidée par un magistrat, ancien président de la Cour de Sureté de l'État, Francois Romério. Cette association mène des campagnes actives dans l'opinion lors par exemple de certains procès.

FAIRE RECONNAITRE LA « LEGITIME DÉFENSE DES BIENS »

Le but de *« l'Association légitime défense »* est désormais de plus en plus clair et ressort des paroles prononcées lundi soir par Romério au cours d'une émission de radio : *« défendre son bien c'est quand même un droit »* a-t-il déclaré remettant aussi en cause *« l'interdiction de la légitime défense des biens »*. Le but de cet individu et de l'association qu'il dirige est celui-ci : *« il faut qu'il se forme une certaine conception, en droit comme en fait, de la légitime défense des biens »*.

La loi reconnaît la légitime défense des personnes ; par contre, elle considère comme un crime le meurtre de quelqu'un qui, ne vous menaçant pas, en veut uniquement à vos biens. *« L'association légitime défense »* veut faire légaliser ce quelle appelle *« la légitime défense des biens »*. Pour un jour arriver à ses fins, elle encourage ouvertement les personnes cambriolées à tuer les voleurs qui pénètrent chez elles.

LA JUSTICE COMPLAISANTE POUR CES MEURTRES

Dans les affaires de ce genre, jugées par les tribunaux, il est pour le moins curieux de constater que, de fait, les juges n'appliquent pas la loi. Les personnes coupables de tels meurtres, soit bénéficient du sursis, soit purement et simplement d'un acquitement. La justice donc implicitement ne condamne pas ces crimes et va dans le sens de Romério. Une telle attitude est évidemment un encouragement à la multiplication des meurtres. Elle fait jurisprudence. Dans certaines conditions ne pourrait-elle pas être étendue à des cas tels que l'occupation d'une usine où les ouvriers produisent et vendent la production et où il est possible d'invoquer le détournement de bien ?

DANS LE CADRE DE L'INTOXICATION SUR L'INSÉCURITÉ

Cette convergence d'acquittements et de sursis pour les personnes qui, selon la loi, sont des criminelles n'est pas gratuite. Tout comme n'est pas dû au hasard le fait que le président de l'association en question soit un ancien président de la Cour de sureté de l'État, donc un personnage proche du pouvoir. Il ne fait guère de doute que Romério et son association qui préconisent le crime et la violence agissent dans le cadre de la campagne sur l'insécurité orchestrée par le pouvoir, campagne qui doit d'ailleurs s'intensifier à l'avenir.

Une telle association joue donc un rôle idéologique et aussi politique en se battant sur le thème de la défense des biens et donc de la propriété.

Henri MAZEREAU